

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : MDE 13/058/2009 – ÉFAI

18 juin 2009

AU 159/09 Arrestation arbitraire / Craintes de torture / Prisonniers d'opinion

IRAN	Mohammad Ali Abtahi (h), 51 ans]
	Mohsen Aminzadeh (h)]
	Said Hajjarian (h), 55 ans]
	Behzad Nabavi (h), 68 ans] responsables politiques
	Abdollah Ramazanzadeh (h)]
	Mostafa Tajzadeh (h), 53 ans]
	Mohammad Tavassoli (h)]
	Ebrahim Yazdi, 76 ans]

Quatre responsables politiques ont été arrêtés à Téhéran en raison de leur opinion présumée au sujet de l'élection présidentielle controversée, qui s'est tenue en Iran le 12 juin, ou en raison de leurs liens avec l'ancien président, Mohammad Khatami. Ebrahim Yazdi a été arrêté le 17 juin 2009 et les sept autres personnes citées ont été arrêtées le 16. Il s'agit de prisonniers d'opinion, qui doivent par conséquent être libérés immédiatement et sans condition. On ignore où ils sont détenus et Amnesty International est inquiète pour leur sécurité.

Des membres de la famille de Mohammad Ali Abtahi ont indiqué à l'organisation qu'il avait été arrêté par trois policiers en civil, qui s'étaient rendus à son domicile le 16 juin. À l'issue d'une brève conversation, il a rassemblé quelques effets personnels avant d'informer sa famille que ces agents étaient en train de l'arrêter et allaient l'emmener. Ce religieux était l'un des conseillers de Mohammad Khatami. Il a occupé le poste de vice-président au cours du second mandat de celui-ci. Mohsen Aminzadeh, qui a été adjoint au ministre des Affaires étrangères sous la présidence de Mohammad Khatami, est un membre dirigeant du Front de participation islamique iranien (FPII).

Said Hajjarian est un ancien conseiller de la ville de Téhéran et de Mohammad Khatami. Il est, par ailleurs, journaliste d'investigation. Il se déplace en fauteuil roulant depuis la tentative d'assassinat dont il a été victime en 2000. Les auteurs de ces faits ont soutenu qu'il était une cible légitime, ou *mahdour al-dam*, tel qu'inscrit dans une disposition du droit iranien faisant référence aux personnes « dont le sang peut être légitimement versé », car il avait révélé le rôle de l'État dans une série d'homicides, principalement commis dans les années 1990. Son neurologue a déclaré que son état nécessitait des soins infirmiers constants et des séances de kinésithérapie, et que la détention pouvait mettre sa vie en danger.

Behzad Nabavi, l'un des membres fondateurs de l'Organisation des moudjahidin de la révolution islamique, un mouvement politique fidèle à Mohammad Khatami, a été parlementaire entre 2000 et 2004. Dans les années 1980, il a été ministre dans les gouvernements dirigés par Mir Hossein Moussavi, alors Premier ministre. Abdollah Ramazanzadeh a été porte-parole du gouvernement, tandis que Mostafa Tajzadeh a été adjoint au ministre de l'Intérieur sous la présidence de Mohammad Khatami, entre 2001 et 2004. Abdollah Ramazanzadeh est le responsable adjoint du FPII.

Mohammad Tavassoli est un membre éminent du Mouvement pour la liberté de l'Iran. Le secrétaire général de ce parti, Ebrahim Yazdi, a appartenu au gouvernement de 1979 et au parlement juste après la révolution. Il a été arrêté le 17 juin à l'hôpital Pars, dans le centre de Téhéran, alors qu'il était en observation. La veille, son domicile avait été perquisitionné et des effets personnels, notamment des carnets et son ordinateur, avaient été saisis. On ignore où il se trouve actuellement. Il aurait critiqué le déroulement de l'élection du

12 juin. Il a été renvoyé à l'hôpital Pars le 18 juin, probablement parce que son état de santé s'était détérioré, mais il est, semble-t-il, toujours en détention.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le 12 juin, le ministère de l'Intérieur a annoncé que le président Mahmoud Ahmadinejad avait remporté l'élection avec une marge que beaucoup considèrent comme étonnamment large. Le Conseil des gardiens, une instance législative et administrative supérieure, a annoncé que les résultats étaient soumis à sa ratification et qu'un recomptage limité des bulletins allait avoir lieu. Les trois autres candidats auraient déposé plainte auprès du Conseil des gardiens, qui supervise les élections, et il doit être statué sur ces plaintes d'ici une semaine environ.

Au cours des jours qui ont suivi l'élection, des milliers de personnes favorables au président sortant ont participé à un rassemblement, tandis que plusieurs milliers d'autres ont pris part à des défilés et des manifestations dans tout le pays afin de condamner à la fois le déroulement et l'issue du scrutin. La plupart des manifestants se sont comportés de manière pacifique mais des actes de violence ont parfois eu lieu, tels que des jets de pierres et des incendies volontaires. La police et les forces de sécurité ont eu recours à une force excessive, notamment en battant et en matraquant des manifestants, afin de contenir certains rassemblements. Alors que la radio d'État iranienne a confirmé la mort de sept personnes, Amnesty International a dénombré quelque 15 homicides, parmi lesquels ceux de cinq étudiants, dont le décès n'a pas encore été confirmé.

Toutes les personnes arrêtées, qui figurent parmi les 2 000 personnes qui auraient été détenues dans tout le pays, représentent des groupes politiques qui sont largement considérés comme favorables aux candidats opposés au président sortant, Mahmoud Ahmadinejad.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en arabe, en persan, en français, en anglais ou dans votre propre langue) :

- demandez aux autorités de libérer immédiatement et sans condition les responsables et militants politiques nommés plus haut, ainsi que toutes les autres personnes arrêtées uniquement en raison de leurs opinions pacifiques, notamment sur l'issue du scrutin, car il s'agit de prisonniers d'opinion ;
- demandez qu'ils soient autorisés sans délai à entrer en contact avec leurs proches et les avocats de leur choix, ainsi qu'à bénéficier de tous les soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin, et qu'ils soient protégés contre toute forme de torture ou d'autres mauvais traitements ;
- exhortez les autorités à permettre aux personnes qui souhaitent exprimer leur opinion au sujet des élections de participer à des manifestations pacifiques.

APPELS À :

Guide spirituel de la République islamique d'Iran :

Ayatollah Sayed 'Ali Khamenei

The Office of the Supreme Leader

Islamic Republic Street – End of Shahid Keshvar Doust Street, Tehran, République islamique d'Iran

Courriers électroniques : info_leader@leader.ir

par l'intermédiaire de son site Internet : <http://www.leader.ir/langs/en/index.php?p=letter> (en anglais)
<http://www.leader.ir/langs/fa/index.php?p=letter> (en persan)

Formule d'appel : *Your Excellency, / Excellence,*

Responsable du pouvoir judiciaire :

Ayatollah Mahmoud Hashemi Shahroudi

Howzeh Riyasat-e Goveh Qazaiyeh (Office of the Head of the Judiciary)

Pasteur St., Vali Asr Ave., south of Serah-e Jomhuri, Tehran 1316814737, République islamique d'Iran

Courriers électroniques : shahroudi@dadgostary-tehran.ir (dans le champ réservé à l'objet, veuillez écrire : « *FAO Ayatollah Shahroudi* »)

Formule d'appel : *Your Excellency, / Monsieur le Ministre,*

Ministre de l'Intérieur :

Sadegh Mahsouli
Ministry of the Interior
Dr Fatemi Avenue
Tehran, République islamique d'Iran
Fax : +98 21 8 896 203 / +98 21 8 899 547 / +98 21 6 650 203

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Iran dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 30 JUILLET 2009, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.